

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 4
- Votants : 4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DU HAVRE NORD  
PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIETE INEO**

Le 10 juin 2015, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 mai 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

## Contexte

Dans le cadre de sa politique immobilière, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a engagé la construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours au Havre, rue Stendhal, dénommé Cis Le Havre-Nord. Pour ce faire, il en a délégué la maîtrise d'ouvrage à la Société Rouen Seine Aménagement (RSA).

Plusieurs marchés en corps d'état séparés ont alors été passés avec des entreprises et/ou avec des groupements d'entreprises pour la maîtrise d'œuvre et l'exécution des travaux.

L'exécution des travaux d'électricité a été confiée à l'entreprise INEO, dont le siège social est route du canal Bossière à Gonfreville-l'Orcher.

Au cours de la phase travaux, plusieurs appels d'offres consécutifs ont dû être lancés suite à des défaillances d'entreprises.

L'entreprise INEO a, durant cette phase, fait état de difficultés liées au déroulement du chantier. Toutefois, ce n'est qu'au moment du décompte général que celle-ci a établi un mémoire en réclamation faisant état des préjudices subis suivants :

- préjudice lié à la mobilisation de main d'œuvre complémentaire d'exécution : ..... 77 265,42 € HT
- préjudice lié au surcroît d'encadrement :
  - responsable d'affaire : ..... 4 465,20 € HT
  - conducteur de travaux : ..... 3 479,85 € HT
- préjudice lié aux frais matériels : ..... 5 400,00 € HT
- vols et non maîtrise de la co-activité : ..... non estimé

La réclamation formulée par INEO s'élève au total à : ..... **90 610,47 € HT**

Le Sdis 76, RSA, la maîtrise d'œuvre et INEO se sont rapprochés pour rechercher les voies d'une solution transactionnelle portant sur l'ensemble des réclamations.

## Points d'accord entre les Parties

Les parties se sont rencontrées à deux reprises afin d'évoquer la nature des réclamations et leur bien fondé, puis pour trouver des voies d'accord par des contreparties réciproques.

Il a alors été constaté réciproquement que :

- la société INEO avait été réglée en totalité des sommes dues au titre de son marché ; marché attribué à prix global et forfaitaire
- la société INEO avait effectivement subi des préjudices liés à des décalages du planning d'exécution du fait d'entreprises défaillantes, et se trouve de fait lésée financièrement par une prolongation du délai de l'opération
- la société INEO, par sa réactivité, son adaptabilité et la qualité de ses prestations, avait permis le bon enchaînement des travaux de second œuvre, limitant le retard du projet.

Aussi, aux fins de régler amiablement le différend entre les Parties :

- la société INEO accepte de renoncer à certaines des réclamations émises dans son mémoire
- le Sdis 76 propose de régler à la société INEO, au-delà du montant du marché qui lui a été attribué à prix global et forfaitaire, une indemnité au titre des préjudices liés à la perturbation du déroulement de ses travaux, et dont celle-ci n'est pas responsable.

Le montant de la somme globale et forfaitaire sur lequel se sont accordés le Sdis 76 et la société INEO prend en compte :

- le renforcement des équipes par 2 techniciens durant 14 jours en fin de période contractuelle d'exécution du chantier (semaines 2014-19, 20 et 21) :  
..... 10 322,70 € HT
  - la main d'œuvre engagée sur le chantier durant les 3 semaines de dépassement au-delà de la date contractuelle de fin de chantier (semaines 2014-22, 23 et 24) :  
..... 11 221,40 € HT
  - 217 heures supplémentaires réalisées au cours des deux périodes précédentes :  
..... 4 291,80 € HT
  - le surcoût lié à la mobilisation du conducteur de travaux : ..... 3 479,85 € HT
- Soit un total de ..... **34 315,75 € HT**

### **Protocole transactionnel**

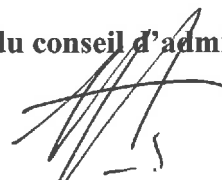
Le projet de protocole transactionnel ci-joint, sur les bases énoncées précédemment, a pour objet de clôturer définitivement le différend survenu entre les parties au moment du décompte général des sommes dues à l'entreprise INEO dans le cadre du marché de travaux électriques qui lui a été attribué pour la construction du Cis Le Havre-Nord.

\*

\*\*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

  
**André GAUTIER**

